

Direction générale des services Techniques
Direction de la Valorisation et de l'entretien des espaces publics

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu l'arrêté n°22-AT-31138 en date du 25/07/2022

Considérant que les travaux ne sont pas terminés

N°22-AT-31174

ARRÊTONS

ARTICLE 1

Les dispositions de l'arrêté 22-AT-31138 du 25/07/2022, portant réglementation de la circulation AVENUE DU BOIS au droit du N°41, sont prorogées jusqu'au 16/09/2022.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :

Police Municipale, SDIS, PATTYN, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, ESTERRA, ILEVIA et Direction Départementale de la Sécurité Publique.



Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 09/08/2022

Pour le maire empêché
Maryvonne GIRARD
Première adjointe

Affiché le :

16 AOUT 2022

DIFFUSION :

- PATTYN
- Police Municipale
- SDIS
- ESTERRA
- ILEVIA
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- POLICE NATIONALE
- GENDARMERIE
- Mairie Hôtel de Ville
- Mairies de Quartiers
- MEL (1)
- WEBMESTRE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Hôtel de Ville - BP80089 - 59652 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél. : 03 20 43 50 50
www.villeneuvedascq.fr

Ferme Chuffart - BP 80089 - 59652 Villeneuve d'Ascq Cedex
Tél. : 03 28 76 59 00 - Fax. : 01 72 27 55 14 - www.villeneuvedascq.fr

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu l'arrêté n°22-AT-30987 en date du 22/06/2022

Considérant que manque de temps

N°22-AT-31138

ARRÊTONS

ARTICLE 1

Les dispositions de l'arrêté 22-AT-30987 du 22/06/2022, portant réglementation de la circulation AVENUE DU BOIS au droit du N°41, sont prorogées jusqu'au 15/08/2022.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :

Police Municipale, SDIS, PATTYN, Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille, ESTERRA, ILEVIA et Direction Départementale de la Sécurité Publique



Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 25/07/2022

Le Maire

Gérard CAUDRON

Affiché le : **26 JUL. 2022**

DIFFUSION :

- PATTYN
- Police Municipale
- SDIS
- ESTERRA
- ILEVIA
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- POLICE NATIONALE
- GENDARMERIE
- Mairie Hôtel de Ville
- Mairies de Quartiers
- MEL (1)
- WEBMESTRE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.